



COMMUNIQUE

Bruxelles, le 1er octobre 2004

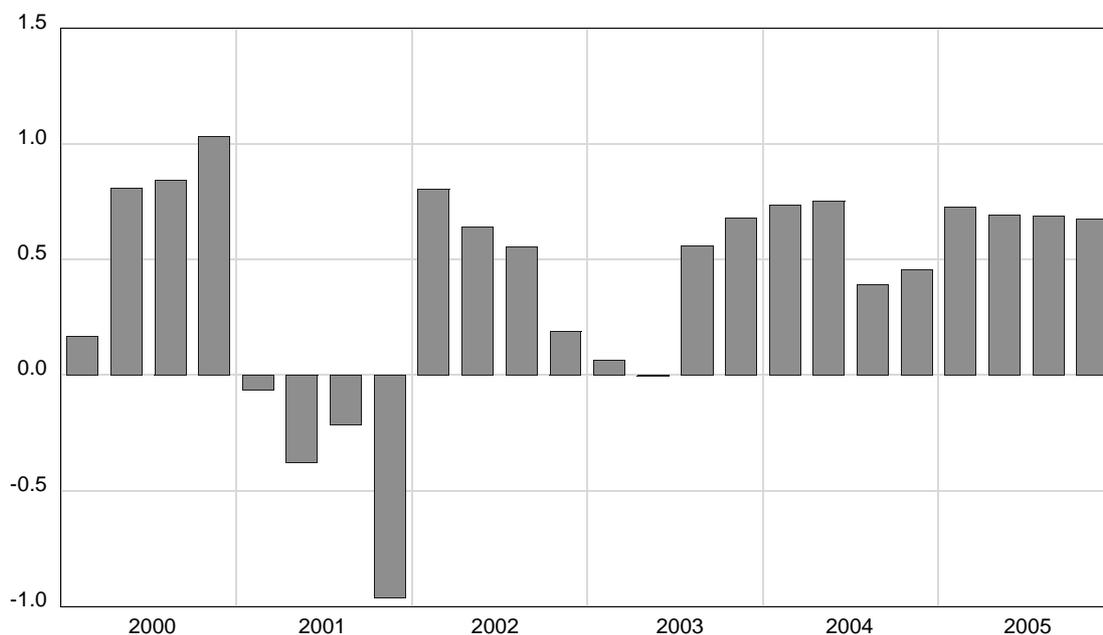
Budget économique 2005

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux (ICN) a communiqué au ministre de l'Economie les chiffres du budget économique 2005. Ces prévisions macroéconomiques servent de base à la confection des budgets fédéraux des recettes et des dépenses pour l'année 2005. Elles prennent en considération les comptes trimestriels relatifs au deuxième trimestre 2004 ainsi que les « Comptes détaillés et tableaux » contenus dans la Partie 2 des Comptes nationaux 2003.

Après trois années de croissance médiocre, l'économie belge devrait afficher des performances sensiblement meilleures en 2004 et 2005. Après une croissance d'à peine 1,3% en 2003, la croissance du PIB à prix constants devrait atteindre cette année 2,4% et 2,5% en 2005. La reprise s'était amorcée déjà à la mi-2003, dans le sillage d'une relance de la conjoncture internationale qui s'est poursuivie durant le premier trimestre de cette année. Pour les deux derniers trimestres 2004, on s'attend néanmoins à ce que l'évolution à un trimestre d'intervalle du PIB fléchisse sous l'effet de l'augmentation inattendue des prix pétroliers depuis juillet. En 2005, l'effet de cette hausse devrait toutefois s'atténuer et le PIB devrait de nouveau afficher des taux de croissance trimestrielle autour de 0,7%.

Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants

(croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Exportations nettes: moteur de l'accélération en 2004

Par rapport à l'année 2003, la croissance économique en 2004 est non seulement plus vigoureuse, mais également plus équilibrée. Il est vrai que l'année passée, ce sont la demande intérieure et, en particulier, la consommation privée qui ont alimenté la croissance, tandis que les exportations nettes (exportations moins importations) représentaient une contribution négative à la croissance du PIB atteignant -0,4 point de pourcent. En 2004, par contre, les exportations nettes devraient contribuer positivement à la croissance économique à hauteur de +0,4 point de pourcent et devenir, de ce fait, le moteur de son accélération. Il est vrai que les marchés extérieurs pertinents pour la Belgique –qui se situent majoritairement dans la zone euro– bénéficient eux aussi de la reprise mondiale qui se dessine surtout clairement aux Etats-Unis, au Japon et en Chine. L'appréciation dont l'euro a fait l'objet précédemment continue cependant à jouer quelque peu les trouble-fêtes, si bien que la croissance des exportations belges devrait s'établir autour de 4,2% pour l'année en cours.

Cette année, la croissance de la demande intérieure devrait atteindre 2%, contre 1,7% en 2003. Cette évolution est due à la forte remontée des investissements des entreprises qui, après deux années en recul, renouent avec une progression de 1% grâce à des conditions de financement avantageuses (conséquence du faible niveau des taux d'intérêt), à des perspectives de demande plus favorables et à une rentabilité accrue des entreprises. Les ménages se montreraient en revanche de nouveau plus prudents. Pour cette année, on prévoit que tant la consommation privée que les investissements en logements progressent un peu moins rapidement qu'en 2003. Il est vrai que le redressement des dépenses des ménages s'est annoncé étonnamment tôt en 2003 et qu'il a été alimenté par une inversion de la tendance en matière d'emploi et par une confiance croissante des consommateurs depuis le deuxième trimestre 2003. Ces tendances se poursuivent durant le premier trimestre 2004, au cours duquel la consommation privée a également été stimulée par le salon de l'auto, qui se tient tous les deux ans. Il est probable que la croissance de la consommation des ménages ralentisse au cours du deuxième semestre de cette année, suite à la stabilisation de la confiance des consommateurs depuis avril et suite également à l'évolution relativement faible du pouvoir d'achat. L'évolution du pouvoir d'achat est tempérée, en effet, par les prix pétroliers élevés, qui entraînent un décalage entre l'indexation des salaires et l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Malgré la nouvelle hausse du taux de chômage et la stagnation de la confiance des consommateurs, le taux d'épargne poursuivrait son tassement en 2004, si bien que la croissance de la consommation privée s'établirait à 2%.

La demande intérieure prend le relais en 2005

La progression des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique devrait se stabiliser en 2005. La légère accélération de la croissance dans la zone euro (2% en 2005 contre 1,8% en 2004) est en effet annulée par un tassement aux Etats-Unis et au Japon. Toutefois, l'euro se stabiliserait et n'accroîtrait plus les pertes de compétitivité, si bien que l'on prévoit une nouvelle accélération de la croissance des exportations (jusqu'à 5,5%).

Vu l'amélioration de la compétitivité, les perspectives de débouchés des entreprises belges continuent à s'améliorer et les investissements des entreprises progressent pour

atteindre 4,7%. On prévoit par ailleurs une forte augmentation des travaux d'infrastructure entrepris par les pouvoirs locaux dans la perspective des élections communales de 2006. De ce fait, la croissance des investissements publics en 2005 devrait connaître une accélération sensible et apporter ainsi une contribution positive de 0,4 point de pourcentage à la croissance économique. Après une diminution cumulée de 1,4 point de pourcentage du taux d'épargne en 2003 et 2004, on s'attend à une stabilisation de la propension à l'épargne des ménages. Par conséquent, la consommation privée devrait augmenter de 1,7 %, au même rythme que le revenu disponible réel des ménages. En revanche, la croissance des investissements en logements poursuivrait son ralentissement pour tomber à 2%.

Sous l'effet cumulé de ces évolutions, la croissance économique devrait être soutenue, en 2005, par la demande intérieure, qui devrait en effet continuer à progresser pour atteindre 2,6%. La plus forte croissance attendue des exportations combinée à celle de la demande intérieure entraînent à la hausse les importations, si bien que les exportations nettes devraient avoir un effet neutre sur la croissance économique en 2005.

Entre le dernier trimestre 2001 et la fin 2002, l'emploi intérieur a baissé de façon constante. Dès le début 2003, en dépit d'une croissance modeste, la tendance s'est toutefois inversée. Malgré le faible niveau d'emploi atteint début 2003, le niveau annuel moyen dépassait tout de même de 2.300 unités celui de 2002. Cette année, et surtout l'année prochaine, la croissance de l'emploi intérieur à un trimestre d'intervalle devrait s'accélérer, ce qui devrait se traduire par une augmentation annuelle moyenne de 17.700 unités en 2004 et de 31.700 unités en 2005. Le taux d'emploi ne devrait progresser que lentement (passant de 61,6% en 2003 à 62% en 2005), vu que la création d'emplois dépassera à peine la croissance de la population en âge de travailler. Cette année, le taux de chômage devrait augmenter pour la troisième année consécutive, et ce n'est qu'en 2005 qu'il devrait fléchir très légèrement.

L'inflation, mesurée sur base de l'indice national des prix à la consommation, devrait atteindre respectivement 2,1% et 2% en 2004 et 2005. Bien que l'inflation sous-jacente, qui reflète la tendance fondamentale des prix à la consommation, devrait continuer à baisser, passant de 2% en 2003 à 1,6% en 2004, puis à 1,5% en 2005, cette baisse devrait être amplement compensée par les récentes hausses des prix pétroliers et par l'extinction de l'effet à la baisse de la réduction/suppression (selon la région) de la redevance radiotélévision. L'indice santé, qui n'est pas influencé par la hausse des carburants, devrait quant à lui connaître une progression modérée (1,6% en 2004 et 1,7% en 2005).

Comme l'indice pivot pour la fonction publique a été dépassé en septembre 2004, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique seront adaptés à l'augmentation du coût de la vie à concurrence de 2%, respectivement en octobre et novembre. Selon nos prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 116,15) ne serait pas dépassé en 2005.

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	2002	2003	2004	2005
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.3	2.2	2.0	1.7
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2.3	2.7	1.3	1.9
Formation brute de capital fixe	-3.7	-0.9	1.7	5.8
Dépenses nationales totales	0.5	1.7	2.0	2.6
Exportations de biens et services	1.5	1.7	4.2	5.5
Importations de biens et services	1.0	2.3	3.8	5.6
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.4	-0.4	0.4	0.0
Produit intérieur brut	0.9	1.3	2.4	2.5
Indice national des prix à la consommation	1.6	1.6	2.1	2.0
Indice santé	1.8	1.5	1.6	1.7
Revenu disponible réel des particuliers	0.1	1.1	1.7	1.7
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	16.6	15.5	15.2	15.2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-12.4	2.3	17.7	31.7
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.3	8.1	8.6	8.5
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	5.3	3.8	3.9	3.7
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	94.3	113.0	122.2	121.5
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	3.3	2.3	2.1	2.6
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	5.0	4.1	4.2	4.3